



**ALLOCUTION DE MONSIEUR Daniel ZAÏDANI,
Président du Conseil général de Mayotte
Conseiller général de Pamandzi**

**À l'occasion de la visite économique et touristique de
la délégation malgache à Mayotte et de la signature
de convention de coopération régionale**

MAYOTTE – SAVA

**Mardi 29 janvier 2013
à la salle de cinéma Alpa Joe à Mamoudzou**

C'est un moment d'intense plaisir que je partage avec vous pendant ces journées de rencontre d'amitié et de travail. Bienvenue chez vous à Mayotte Monsieur le Vice Premier Ministre et votre délégation, TONGA SOA.

**Monsieur le Vice Premier Ministre,
Madame la Ministre,
Messieurs les chefs de Régions,
Monsieur le Sous-préfet, Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les élus des Régions Diana, SAVA et
Mayotte,
Mesdames et Messieurs les représentants des groupements
professionnels, économiques et sociaux de Madagascar et
de Mayotte,
Mesdames et Messieurs,**

**Permettez-moi, tout d'abord, de vous présenter, de
nouveau, au nom du Conseil général de Mayotte que je
préside et en mon nom personnel, mes vœux de bonheur,
de santé, de solidarité et de réussite en cette nouvelle
année 2013. MWAHA MWEMA WA BARAKA NA OUNONO,
TRATRINY TAONA MIRARY SOA. Et de vous dire merci
sincèrement pour votre visite à Mayotte.**

**Nous voici donc tous réunis ici pour entreprendre un nouvel
accord de partenariat institutionnel et économique entre le
Département de Mayotte et la Région SAVA dans l'amitié, la
fraternité et la durée. J'y invite davantage nos amis
comoriens dans cette voie.**

**Aussi, je réaffirme la volonté et la priorité de l'actuelle
majorité du Conseil général qui est de donner une nouvelle
dimension au concept du co-développement. L'objectif
étant la mobilisation des acteurs économiques mahorais et
régionaux, notamment les entreprises privées, publiques,**

associatives, sur leur savoir-faire en matière de développement territorial et de cohésion sociale.

Trop souvent, le disais-je encore en décembre dernier lors du carrefour des entrepreneurs européens – Secondes rencontres Mayotte / Madagascar à Antananarivo et à Antsiranana, la coopération régionale se limite à des échanges entre partenaires institutionnels.

Or, les entrepreneurs et le secteur privé sont, à mon sens, des moteurs efficaces du développement des échanges. Il suffit de constater, à ce propos, le succès des formules Business to Business ou bien B to B.

Je voudrais profiter de cette occasion, ici, pour encourager les promoteurs et entrepreneurs privés dans cet élan, dans cet espace de coopération bilatérale. Et, voudrais-je également que, dans l'entreprise de nos plans d'actions, l'on procède désormais en mode gestion des projets / gestion d'évaluations pour de meilleurs résultats.

Les Mahorais souhaitent voir dès cette année la concrétisation des actions d'envergure que l'on a citées jusqu'alors. Votre venue ici à Mayotte, chers amis malgaches, en est une.

Je reste ainsi persuadé que c'est en offrant des opportunités aux entreprises, en leur facilitant les échanges économiques que l'on sert au mieux notre objectif d'une intégration régionale renforcée.

Dans nos échanges de coopération d'ores et déjà établis, nous avons mis en œuvre, ensemble, des chantiers dans aussi bien le BTP que la formation professionnelle ou encore les échanges culturels et sportifs, j'y reviendrai.

Les progrès en matière de protection de l'environnement et du développement durable poursuivent leur chemin.

La question de la création d'emplois et de l'intégration de notre jeunesse sur les marchés du travail dans la région de l'océan-indien et au niveau international est un immense défi. Et on s'y atèle jour et nuit.

Pour illustrer cela, nous avons à Mayotte, chaque année, près de 6000 jeunes qui se présentent aux portes des entreprises privées et des administrations publiques à Mayotte et hors de l'île en vue d'être embauchés et d'avoir les moyens d'une vie décente. Les moins de 21 ans représentent 60% de la population mahoraise.

Par conséquent, nous l'obligation d'être à la hauteur de ces situations si spécifiques à nos territoires, à Mayotte comme à Madagascar. Les responsabilités qui sont les nôtres, en tant qu'élus, hauts fonctionnaires, chefs d'entreprises, syndicalistes, éducateurs ou formateurs, associations, sont non seulement particulièrement lourdes à assumer mais également d'un extraordinaire challenge.

Car si nous prenons les bonnes décisions, justes et ambitieuses aujourd'hui pour le bien-être et le bon-vivre de nos sociétés, nous éviterons que nos jeunes soient, permettez-moi l'expression, une « bombe à retardement ».

Nous avons à Mayotte des atouts considérables pour faciliter une intégration socio professionnelle dans la région indocéanique et au-delà. Les Mahorais parlent le shimaoré, un dialecte dérivé du swahili qui nous donne un accès à un ensemble linguistique majeur du continent africain. Le malgache, qui est parlé au sein de nombreuses familles mahoraises, nous ouvre des portes pour échanger avec vous, cher voisin Madagascar, qui avez vocation à devenir un géant économique de cette zone de l’océan-indien. Je n’oublie pas non plus l’arabe, langue avec laquelle de nombreux Mahorais ont un lien si étroit avec la civilisation islamique.

Néanmoins, vous l’aurez remarqué, la période que nous traversons est frappée d’une crise économique mondiale particulièrement persistante. Les répercussions de cette crise se font sentir dans notre région. Mayotte n’y a pas échappé, le mouvement social de novembre 2011 contre la vie chère en a été une preuve douloureuse.

Et ce mouvement exprimait une impatience, une forme de défiance. Mais il portait aussi un message issu de la société civile mahoraise : être écoutée et entendue.

Dans ce contexte d’urgence sociale et d’appel au développement économique, la coopération régionale est une piste éminente. C’est une voie qui ouvre des perspectives porteuses de nombreux espoirs pour les îles et pays de la zone. Mayotte en a pleinement conscience.

C’est pour cela que le Conseil général de Mayotte s’est mobilisé cette année 2012 en renforçant les échanges

culturels, éducatifs, sportifs, économiques, politiques, en soutenant le partage de savoir-faire entre les hommes et femmes de la région, notamment avec les régions Boeny, Diana, aujourd'hui Sava, et demain certainement Sofia ainsi de suite.

Notre action se met au service du développement d'un climat harmonieux et apaisé, empreint du plus grand respect inter culturel.

C'est aussi une période de transition qui annonce, cependant, des perspectives de développement intéressantes pour le futur avec, entre autres, dès janvier 2014, l'arrivée à Mayotte des fonds et mesures structurels européens ou encore la mise en place de la fiscalité locale incluant l'octroi de mer dont j'organise ce jour avec mes collègues et amis conseillers généraux la conférence dans notre hémicycle Younoussa Bamana.

Aujourd'hui, notre Département est en pleine mutation, il compte de nombreux projets en cours qui auront des impacts structurants sur le rôle que nous jouerons dans les prochaines décennies dans la Région.

Notre aéroport est en travaux pour se moderniser. Nous avons une procédure d'attribution en cours pour la délégation de service public de notre port en eau profonde à Longoni que vous avez visité hier. Nous avançons dans l'étude de nos sites touristiques majeurs à développer. Nous savons que le développement de nos capacités logistiques est d'une importance vitale pour notre économie

et pour les Mahorais, et ces dossiers ont toute notre attention.

Mayotte va devenir officiellement une Région ultrapériphérique de l'Union Européenne. C'est une chance pour notre développement régional et aussi un véritable changement de statut pour notre territoire.

Mais, au risque de me répéter, vous l'auriez noté, il m'apparaît inconcevable que Mayotte, alors qu'elle est ouverte sur Bruxelles, nous ne sommes pas encore représentés, en notre nom, au sein de la Commission de l'océan-indien pour penser notre économie, notre environnement, notre modèle de société au sein de notre Région commune. Car donner un statut et une voix à Mayotte au sein de la COI élargira l'espace de discussion et ouvrira de nouvelles perspectives profitables à tous.

Je souhaite, toutefois, rappeler un chiffre, selon moi, emblématique du défi qui s'offre aujourd'hui à notre coopération régionale. Ce chiffre concerne Mayotte, mais il a une portée plus large.

Sur les près de 400 M€ d'importations réalisées à Mayotte en 2011, seuls 18 M€ - soit moins de 5% - sont en provenance des pays de la zone Océan-indien et d'Afrique de l'Est. Ceci nous ramène à une réalité qui montre que les échanges économiques au sein de notre espace régional ne sont pas à la hauteur de nos ambitions. Ils sont faibles en volume et en valeur alors qu'il y a un formidable potentiel de développement et de coopération économique.

Ce chiffre doit nous amener à nous questionner. Il est aussi un appel à l'innovation et à l'ouverture.

Un secteur sur lequel nous pouvons envisager rapidement une intensification de nos échanges et le développement de complémentarités avec vos régions malgaches, dès cette année, c'est bien évidemment l'agroalimentaire.

Et, vous comprenez là que le mouvement mahorais de l'an dernier n'est à ce titre pas une menace, c'est au contraire la certitude que les produits agroalimentaires malgaches, bruts ou à transformer, sont les bienvenus et très attendus par les Mahorais. Qu'il s'agisse du riz, le padis cultivé dans vos rizières, des crustacés ou autres produits.

Madagascar est aujourd'hui privée de débouchés économiques qui devraient pourtant vous être offerts au vu de votre compétitivité et de la qualité exceptionnelle de vos produits agricoles ou artisanaux. Et Mayotte se prive d'emplois dans un secteur de transformation de produits agroalimentaires qui pourrait s'avérer prometteur si nous savons investir et le structurer.

Pour cela, nous devons nous concerter et nous mobiliser afin d'établir les meilleures stratégies qui respecteront des logiques gagnant-gagnant.

Les actions de coopération auxquelles Mayotte a entrepris aux côtés des Régions Diana, Boeny ou que notre Département a initiées illustrent notre engagement, et je vous en livre quelques chiffres.

En matière de formation et d'éducation, la Région Diana et nous, Département de Mayotte, avons réalisé la réhabilitation du bâtiment de l'université d'Antsiranana destiné au laboratoire de recherche informatique, avec le concours de jeunes malgaches et mahorais, sous le pilotage de la société ODF installée à Mayotte depuis plus de 20 ans.

Sur le plan mobilité formation, une dizaine de jeunes mahorais a pu effectuer un stage de formation touristique et hôtelière, par le biais du GRETA Mayotte, à Nosy-Be. Une autre dizaine envoyée à Majunga pour une formation en coiffure et esthétique.

De même, en partenariat avec le lycée agricole de Coconi de Mayotte, nous avons confié à la ferme antsiranais de Mahatsara Sakaramy et à Ambanja des stagiaires en formation professionnelle agricole.

Nous pourrions, ensemble, faire venir périodiquement à Mayotte des paysans malgaches spécialisés en culture de riz pour redonner au Mahorais cette envie et ces techniques.

Dans le domaine d'échanges culturels, sportifs, d'éducation et prévention environnementales, nous avons pu introduire des actions fortes sur Diana et Boeny considérées comme étant régions pilotes, et nous comptons les étendre dans d'autres régions malgaches comme convenu.

Par ailleurs, avec la région Diana, nous avons apporté un appui institutionnel en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable. Et je pense aussi, à juste titre, à la Mer émeraude de Diégo-Suarez.

Hormis les actions structurantes de coopération décentralisée et du co-développement engagées par Mayotte aux Comores et hors zone concentrique de l'océan-indien sur les plans éducatif, culturel et sportif, l'ensemble de ces chantiers, avec vos régions, aura coûté à Mayotte près de 450 000 € dont 60% imputés sur les fonds propres du Conseil général de Mayotte.

Car il est évident que le soutien au co-développement de la zone ne saurait passer par les seuls crédits alloués à la coopération régionale. Nous devons davantage trouver d'autres leviers en s'interrogeant sur nos tissus économiques, nos forces, nos complémentarités, nos flux commerciaux.

Le co-développement régional revêt pour Mayotte une importance capitale. C'est surtout l'invitation des banques privées à l'accompagnement de nos politiques d'investissement et des entreprises dans notre zone, si notre idée de création d'une banque commune d'investissement estampillée coopération régionale ne voit le jour immédiatement. Car cette banque commune serait un outil formidable du développement du secteur marchand et donc un soutien à la création d'emplois.

Cette banque commune servirait, entre autres, de plateforme commune d'accueil des entreprises pour répondre à leurs besoins de renforcement de financement en matière de prêts, de garanties, de fonds propres.

De la même manière, la coordination des actions de cette banque pourrait profiter à l'innovation, au soutien au

développement des talents et compétences humains s'agissant des porteurs de projets économiques ou industrielles.

Je conclurai ainsi en rappelant que la coopération régionale est le levier sur lequel reposera notre croissance économique demain. Les économies de nos deux régions, Mayotte et Madagascar, sont complémentaires. Nos échanges, quoique limités aujourd'hui, s'intensifieront demain.

Si nous le voulons vraiment, si nos efforts sont constructifs, que nos modes de gouvernance respectent la règle de la transparence et de la rigueur, c'est ensemble que nous y parviendrons.

Je vous remercie pour votre attention et vous souhaite, chers invités, un excellent séjour à Mayotte.

**Marahaba mengui,
Misoatra betsaka,**

**Vive la France,
Vive Mayotte,
Vive Madagascar,
Vive la coopération Mayotte – Madagascar.**